



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 18– 27 avril 2022

En bref

La CEPALC a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour le Mexique en 2022 à 1,7%. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a réduit ses prévisions de croissance pour le Mexique de 2,9% à 1,7 % pour l'année 2022. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a assombri les perspectives économiques mondiales, avec un effet sur la région par le biais d'un ralentissement économique des principaux partenaires commerciaux du Mexique, d'une croissance domestique plus faible avec une inflation élevée et d'un ralentissement dans la création d'emplois.

LE CHIFFRE À RETENIR

+1,7%

Estimation de croissance du PIB mexicain pour 2022

Zoom sur le renchérissement des engrais

L'ONU met en garde contre la hausse des prix des engrais, qui pourrait faire baisser la production agricole en Amérique latine. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait grimper le prix du gaz naturel, un composant de base de la fabrication des engrais. Le prix élevé des engrais entraînerait une diminution de leur utilisation en Amérique latine, se traduisant par une baisse de la production agricole et de la qualité des aliments en 2022 et 2023. Pour le Mexique les engrais importés de la Russie représentent 30% des importations d'engrais et 14% au Guatemala. Le renchérissement des engrais se produit à un moment où les prix des denrées alimentaires sont à leur plus haut niveau depuis les années 1990, ce qui devrait avoir des effets particulièrement négatifs sur les populations les plus vulnérables.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 27 avril, le Mexique enregistré 324 221 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 0,07% en une semaine. 5 736 579 cas confirmés ont été enregistrés (+ 0,1% en une semaine).

2 FINANCES PUBLIQUES

Des perspectives budgétaires assombries pour le Mexique selon Moody's. Moody's a maintenu la note du Mexique à Baa1 avec une perspective négative depuis qu'elle l'a dégradée d'un cran en avril 2020, soit trois crans au-dessus du seuil de la catégorie d'investissement. Les perspectives budgétaires du pays ont été affectées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie et par la hausse des prix internationaux du pétrole, qui, tout en réduisant quelque peu la pression exercée sur le Mexique pour financer la dette de la compagnie pétrolière nationale PEMEX, a également augmenté le coût des importations de carburant et nuï aux perspectives de croissance. Le gouvernement du président Andrés Manuel López Obrador s'est engagé à limiter la hausse des prix énergétiques. Les revenus pétroliers supplémentaires ont été utilisés pour limiter les hausses des carburants pour les consommateurs. Le président canalise les fonds vers ses grands projets d'infrastructure, tels que la nouvelle raffinerie de Dos Bocas, l'achat de la raffinerie de Deer Park au Texas et la construction du Tren Maya dans le sud-est du Mexique. Pour maintenir l'objectif de déficit budgétaire, le gouvernement devrait réorganiser son budget, soit en réduisant les dépenses, soit en percevant des recettes plus élevées. Moody's a récemment réduit ses prévisions de croissance du PIB pour le Mexique à 1,1 %, contre 3 % au début de l'année.

3 ECONOMIE

Les exportations mexicaines ont battu un nouveau record en mars après 13 mois d'augmentations consécutives. Les exportations de biens ont connu une hausse en mars en raison de l'importance des expéditions de produits manufacturés, un des principaux moteurs de croissance du pays. Les exportations ont enregistré une hausse de 20,9 % g.a en au cours du T1 2022 pour atteindre 52 Mds USD. En outre, ce résultat intervient après une augmentation de 27,8 % en février et de 3,8 % en janvier. Les exportations de pétrole se sont élevées à 3,5 Mds USD, soit une augmentation de 67,6 % en rythme annuel, sa plus forte variation depuis novembre de l'année dernière. Les exportations non pétrolières ont augmenté de 18,4 % pour atteindre 48,4 Mds USD, soit un ralentissement par rapport à février. Les ventes du secteur automobile ont augmenté de 18,9 % et sont en hausse pour le deuxième mois consécutif, tandis que les ventes hors automobile ont augmenté de 20,4 %. D'autre part, les importations de biens ont atteint 51,8 Mds USD, soit une augmentation de 12,7 % g.a. Ainsi, le solde commercial affiche un excédent de 199 MUSD en mars 2022 (contre un déficit de 2,9 Mds USD en mars 2021). Au cours des trois premiers mois de 2022, la balance commerciale a présenté un déficit de 4,8 Mds USD.

Ralentissement de l'activité économique au Mexique en février. L'indice global de l'activité a connu une croissance mensuelle de 0,01% en février 2022, impacté par les secteurs primaire et secondaire, selon l'Inegi. Cette hausse fait suite à une augmentation de 0,44 % en janvier, de 0,85 % en décembre et de 0,60 % en novembre. Par activité économique, le secteur primaire a connu une contraction de 3,8% g.m (trois mois consécutifs de baisses), le secteur industriel a enregistré une contraction d'1% g.m (sa première baisse après quatre mois consécutifs de hausse) et finalement le secteur tertiaire a connu une progression de 0,6% g.m (son quatrième mois de hausse).

Le secteur privé a refusé un accord avec le gouvernement pour contenir les hausses des prix. Face à la perte du pouvoir d'achat avec la hausse de l'inflation, la Confédération des employeurs de la République mexicaine (Coparmex) est ouverte au dialogue pour parvenir à des accords avec le gouvernement et, dans la mesure du possible, contenir la hausse des prix du panier de base, mais elle n'est pas disposée à accepter un contrôle des prix, selon les déclarations du président du syndicat patronal. Dans ce contexte, les salaires des mexicains ne suffisent même pas à payer la moitié du panier alimentaire de base. Cet accord devrait intervenir dans une situation de forte hausse des denrées alimentaires dont des produits très utilisés par les ménages mexicains notamment les oignons (+164% g.a), les citrons (+102% g.a), la tortilla (+42% g.a) et les tomates (+35,6% g.a).

Plan anti-inflation : 24 produits de base coûteront jusqu'à 20% moins cher selon le ministère de l'Agriculture. Le plan anti-inflation du gouvernement mexicain vise à établir un prix plafond pour 24 produits du panier alimentaire de base, en lien avec les principales chaînes de distribution. Cette mesure devrait se traduire par une baisse de jusqu'à 20% des prix actuels. Selon le président Lopez Obrador le plan sera présenté mercredi prochain et vise à contenir les effets de la hausse de l'inflation sur les ménages les plus défavorisés avec des mesures qui prévues au moins jusqu'à la fin de l'année. En ce qui concerne l'agriculture, l'accord se concentrera sur l'augmentation de la production. Le président a cependant souligné qu'il n'y aurait pas de subventions extraordinaires pour les producteurs, au regard de l'existence d'un programme de prix garantis et de fertilisants gratuits.

Le vol ("huachicoleo" au Mexique) de gaz naturel liquéfié coûte à PEMEX 980 MUSD par an. Ces siphonnages clandestins de combustible, commis par des groupes criminels parfois liés aux cartels de drogue, coûtent environ 2 Mds USD par an à la compagnie pétrolière nationale PEMEX. C'est pourquoi le secteur de la distribution du gaz liquéfié a exhorté les autorités à mettre en place un plan de lutte contre le marché noir, qui s'est traduit par une plus forte militarisation de la police (avec la création de la garde nationale). 97% du pompage clandestin des oléoducs se concentrent dans cinq Etats du Mexique: Puebla (1 462), État de Mexico (400), Tlaxcala (262), Veracruz (122) et Hidalgo (67).

La banque espagnole Santander, dans la course pour racheter Banamex. Malgré les déclarations du président Lopez Obrador sur sa préférence pour un acheteur mexicain (et plus particulièrement Banorte), Santander a donné des détails sur leurs conditions pour le rachat. La banque a indiqué qu'une fois les critères de rentabilité analysés, ils disposeraient de plusieurs options de financement .

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 27/04/2022
Bourse (IPC)	-2,75%	+7,97%	52 351,21 points
Taux de change USD/MXN	+2,00%	+3,26%	20,40
Taux de change EUR/MXN	-0,78%	-11,22%	21,54
Prix du baril mexicain	-2,87%	+63,51%	98,02

Amérique centrale

1. El Salvador

Les exportations salvadoriennes en hausse de 18% au T1 2022. Les exportations atteignent sur les trois premiers mois de l'année 1,9 Md USD. Le secteur des maquilas a exporté pour 365 MUSD (+17%) dont 67% ont été des exportations textiles. 90% des exportations ont été à destination de neuf pays dont 39% vers les Etats-Unis, 17% vers le Guatemala et 16% vers le Honduras. Le mois de mars 2022 a comptabilisé des exportations record pour 710 MUSD. Les importations atteignent quant à elles 4,3 Mds USD en hausse de 30% en valeur et de 6,6% en volume. 27 % des importations provenaient des Etats-Unis, 18% de Chine et 11% du Guatemala. Cette forte hausse des importations est en partie due à la hausse de la facture pétrolière de 56% pour atteindre 615 MUSD sur le trimestre. Le déficit d'El Salvador atteint dès lors 2,46 Mds USD, en hausse de 40% g.a.

2. Guatemala

La collecte fiscale en hausse de 15,5% au premier trimestre 2022. La collecte fiscale atteint au 31 mars 2,7 Mds USD (20,6 Mds GTQ). En détail, les impôts tirés du commerce extérieur, en hausse de 30%, ont contribué pour 34% de la collecte totale. L'impôt sur les revenus a permis de récolter 818 MUSD (+24%), la TVA 632 MUSD (+0,6%) et l'impôt de solidarité a permis à l'Etat de toucher 165 MUSD (-3%). Cette hausse de la collecte fiscale est donc principalement due à la hausse mondiale des coûts des matières premières, impactant le prix d'importation et les taxes liées. L'exécutif prévoit une collecte fiscale atteignant 10,7 Mds USD (82 Mds GTQ) pour la fin de l'année 2022 soit 12% du PIB 2022.

Signature d'un accord douanier entre le Guatemala et les Etats-Unis. Cet accord d'assistance et de partage de bonnes pratiques entre les services de l'administration fiscale des deux pays était en négociation depuis plusieurs années. Il permettra notamment un meilleur partage d'informations des échanges bilatéraux et un meilleur contrôle douanier des marchandises. Les Etats-Unis réaliseront des missions de coopération et de modernisation des systèmes guatémaltèques pour lutter contre la contrebande notamment.

3. Honduras

L'ancien Président Juan Orlando Hernandez a été extradé aux Etats Unis. Une Cour de justice de New York l'accuse d'association de malfaiteurs ayant facilité l'entrée de plus de 500 tonnes de cocaïnes aux Etats-Unis et d'avoir reçu plusieurs millions de dollars de la part d'organisations criminelles. La justice américaine accuse l'ex-président, à la tête du pays entre 2014 et 2022, d'avoir par ailleurs utilisé cet argent pour ses campagnes électorales et pour protéger les narcotrafiants dans le pays. Juan Orlando Hernandez a été emmené par l'Agence antidrogue américaine après avoir été arrêté par les forces de l'ordre honduriennes moins de trois semaines après sa passation de pouvoir. La justice américaine avait condamné son frère Tony Hernandez à la perpétuité pour avoir œuvré aux côtés de narcotrafiants. L'ancien Président avait écrit une lettre clamant son innocence et arguant être victime d'une vengeance et d'un complot de la part des cartels. Son procès débutera le 10 mai prochain.

70% des salariés ne perçoivent pas le salaire minimum. Le principal syndicat patronal du Honduras, le COHEP, alerte sur les conditions salariales du pays soulignant la prédominance du sous-emploi qui touche 85% des personnes économiquement actives et entraînant des

salaires inférieurs au salaire minimum. Par ailleurs, 2,4 millions de personnes travaillent dans l'informalité selon la Chambre de commerce, soit 60% de la population active du pays. Seuls 1,6 M de personnes sont formellement employées par le secteur privé. Le salaire minimum avait été augmenté début avril pour les années 2022 et 2023 entre 5,3% et 8%.

4. Nicaragua

Le Gouvernement Ortega expulse l'Organisation des Etats Américains du pays. Le Président nicaraguayen a mis à exécution l'annonce faite en novembre dernier de sa sortie de l'institution. Une déclaration du Ministre des affaires étrangères Denis Moncada précise que le Nicaragua cesse toute activité dans les différents comités de l'organisation. Selon les termes protocolaires de l'OEA, la sortie du pays aurait dû durer 2 ans pour s'affranchir de toutes les démarches administratives. Le dernier représentant du Nicaragua à l'OEA, M. McFields, qui s'était fortement opposé à la dérive autorité du Président Ortega, regrette la fermeture d'un outil de paix majeur.

Le Tribunal international de La Haye s'est prononcé en faveur du Nicaragua concernant un différend sur les eaux territoriales avec la Colombie. Le Nicaragua avait présenté une plainte à l'organisme concernant une violation de l'espace maritime caribéen du pays par la Colombie pour des activités militaires et halieutiques. Cette décision n'entraîne aucun changement sur le territoire des deux pays Le Président colombien Ivan Duque a critiqué la décision de la CIJ et a assuré qu'il ne permettrait pas une quelconque action du Nicaragua entravant les activités colombiennes dans la zone, ne laissant que peu d'espoir quant à une désescalade des tensions. Les deux pays se disputent depuis des décennies les îles de San Andrés, Providencia, Santa Catalina et leurs eaux territoriales.

5. Panama

La crise des ports en Chine, conséquences pour l'économie panaméenne. Le retour du Covid en Chine perturbe la chaîne logistique et le flux des marchandises, si bien que le port de Shanghai, représentant 17% du trafic de porte-conteneurs chinois et 27% des exportations de la Chine, est aujourd'hui à l'arrêt. Cette nouvelle crise aura bientôt des répercussions sur l'économie panaméenne. Luis Frauca, Président du Syndicat des Industriels de Panama (SIP), souligne que dans les prochaines semaines, le Panama subira des retards d'approvisionnements de marchandises en provenance d'Asie. Ces retards affecteront la disponibilité des biens comme les matériaux de construction, les équipements indispensables au secteur des industries, le textile, les appareils électroniques, ... Carlos Allen, Président de la Chambre panaméenne de Construction (CAPAC) rappelle que la majorité des matériaux de construction transitent par le port de Shanghai avant d'arriver au Panama. Par ailleurs, la Zone Franche de Colon (ZLC) connaîtra également à court-moyen terme un ralentissement de son activité, la Chine étant le principal fournisseur de la zone.

Prise de contrôle par l'Etat panaméen de l'opérateur Digicel en liquidation. A travers l'Autorité des Services Publics (ASEP), l'Etat panaméen a pris le contrôle de l'opérateur téléphonique Digicel dans le but de garantir la continuité du service de télécommunications auprès des consommateurs et de préserver l'emploi. Suite à l'approbation par l'autorité de la concurrence, de la fusion entre Cable & Wireless Panama et Claro Panama, Digicel avait annoncé sa liquidation, regrettant notamment le monopole sur le marché de la téléphonie au Panama. Avec la liquidation de Digicel et la fusion de deux opérateurs, le marché des télécommunications passerait ainsi de 4 opérateurs à 2 opérateurs. Le Gouvernement panaméen n'avait donc pas d'autre choix que de prendre le contrôle de l'entreprise Digicel afin de préserver la concurrence. L'Etat cherchera par la suite un nouveau concessionnaire.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Le président Luis Abinader accompagné du ministre du Tourisme David Collado a inauguré le vendredi 22 avril l'unité centrale des procédures touristiques. La plate-forme numérique devrait être activée en septembre prochain en unifiant plus de 157 procédures. Ainsi, le ministère du tourisme sera en mesure d'approuver plus facilement les projets et les licences des investisseurs. Pour l'utilisateur, ce système devrait permettre d'avoir une vision d'ensemble des procédures et ainsi communiquer plus facilement avec les différents secteurs du ministère sans avoir à se déplacer.

Le président Luis Abinader a visité dimanche 24 avril les travaux de la deuxième ligne du téléphérique et du métro à Saint-Domingue ouest. Cette nouvelle ligne de téléphérique sur 4,2 kilomètres devrait entrer en service début 2023. Le téléphérique de Los Alcarazas se connectera à la nouvelle ligne du métro qui devrait être inaugurée début 2024. Avec un investissement d'environ 500 M USD, le prolongement de la ligne 2 couvrira plus de 7 kilomètres et fera sortir de terre cinq nouvelles stations.

2. Cuba

19 000 tonnes de blé russe pour Cuba. La Russie a fait don à Cuba de 19 526 tonnes de blé, ce qui représente l'équivalent d'un petit bateau, pour un montant de l'ordre de 9 M EUR. Ce geste de « solidarité et d'amitié » entre les deux pays, officialisé le 21 avril dernier à La Havane, intervient dans un contexte de renforcement des pénuries alimentaires à Cuba. En effet, l'île

La reprise des négociations relatives au Traité de libre-échange sino-panaméen est prévue.

L'Ambassadeur de Chine au Panama s'est exprimé au sujet des relations économiques sino-panaméennes, évoquant une reprise prochaine des négociations relatives au Traité de libre-échange. Après 5 ans de relations diplomatiques officielles, l'Ambassadeur se félicite des exportations panaméennes à destination de la Chine, qui n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, et ce, même en période de pandémie. Le moment est donc, selon lui, propice à une reprise des négociations. L'Ambassadeur ne manque pas non plus d'évoquer la position de la Chine quant à une possible adhésion de celle-ci au Traité de Neutralité du Canal. Bien que la Chine reconnaisse la neutralité du Canal, celle-ci, pour des raisons politico-historiques, ne peut actuellement pas adhérer au Traité dans la mesure où Taiwan, dans les années 80, a signé le Traité en tant que République de Chine. Il appartiendra aux autorités panaméennes de trouver un arrangement adéquat pour que la Chine puisse adhérer au Traité tout en traitant de manière correcte Taiwan.

40,7 Mds USD, c'est le PIB réel de Panama à fin 2021 selon les chiffres du Ministère de l'Economie. Fin 2021, le PIB panaméen corrigé de l'inflation s'est élevé à 40,7 Mds USD, soit une augmentation de 5,4 Mds USD par rapport à l'année 2020, correspondant à un taux de croissance de 15,3% sur l'année. L'exploitation minière ainsi que le commerce participent respectivement, à hauteur de 27,6% et 21,5%, à l'augmentation du PIB. Le MEF explique cette reprise notamment par une augmentation de la demande externe, favorisant les exportations de biens et services panaméens. Conscient des incertitudes et risques sur l'économie panaméenne provoqués par le conflit en Ukraine pour l'année 2022, le MEF fait part néanmoins de son optimisme quant à une croissance positive (environ 5%), soutenue par le secteur minier et les projets d'infrastructures publiques à l'image de la ligne 3 du métro.

importe aujourd'hui près de 70% de ses besoins alimentaires pour un coût dépassant 2 Mds USD par an. Par ailleurs, l'approvisionnement céréalier représente 9% des importations totales du pays, Cuba étant le premier pays importateur de blé de la zone Amérique Centrale - Caraïbes (hors Mexique). En 2020, les importations de blé et de méteil (mélange de seigle et de blé) se sont élevées à 700 000 tonnes une valeur de 195 MUSD. Les produits d'alimentation courante représentent une importation essentielle pour l'Etat cubain, les chiffres d'achats restent assez stables bien qu'ils aient été impactés par la contraction des capacités budgétaires de l'Etat pendant la pandémie (importations de blé passées de 800 / 850 000 T en 2017 à 650 / 700 000 T en 2020 / 2021).

Renouvellement d'un accord de collaboration entre Cuba et El Salvador dans le secteur de la santé. Le Centre de contrôle étatique du médicament, des équipements et dispositifs médicaux (Cecmed) et le Directeur national de médicaments du Salvador ont signé, le 25 avril, un protocole d'accord dans le secteur de la santé. Cet accord, signé à l'occasion du Congrès BioHabana 2022, permettra de poursuivre la formation du personnel de cette institution de santé salvadorienne, activité qui est menée par Cuba depuis 2018.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 27/04/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	852 074 <i>Décès : 8 405</i>	80,18%
Cuba	1 102 355 <i>Décès : 8 525</i>	87,77%
Guatemala	844 059 <i>Décès : 17 538</i>	33,93%
Haïti	30 615 <i>Décès : 835</i>	1,07%
Honduras	423 101 <i>Décès : 10 893</i>	48,82%
Jamaïque	129 747 <i>Décès : 2 954</i>	23,11%
Nicaragua	18 491 <i>Décès : 234</i>	66,40%
Panama	773 675 <i>Décès : 8 183</i>	70,84%
El Salvador	162 089 <i>Décès : 4 128</i>	66,27%
République dominicaine	579 248 <i>Décès : 4 376</i>	54,92%

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>